



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES

FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries

75010 – PARIS

Tél. : 01.44.83.65.55 – Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr

COMMUNIQUÉ DU BUREAU FEDERAL DE LA FGF - FO

Le Bureau fédéral de la Fédération Générale des Fonctionnaires FORCE OUVRIERE, réuni ce lundi 4 septembre 2006, a examiné la situation de la rentrée.

Le pouvoir d'achat a été et reste la revendication première des fonctionnaires et agents publics. La revalorisation du point d'indice de + 0,5 % intervenue au 1^{er} juillet 2006 est à comparer au 1,3 % d'augmentation des prix à la même date : c'est donc une perte programmée du pouvoir d'achat par le gouvernement qui se remet en place. Or, le ministre des finances annonce une « cagnotte » de 1 à 3 milliards d'euros !

Face à cette baisse du pouvoir d'achat, la F.G.F. – F.O. exige l'ouverture immédiate :

■ d'une vraie négociation salariale permettant :

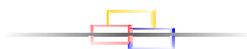
- + l'augmentation des salaires et pensions en 2006 par la revalorisation substantielle de la valeur du point d'indice, prenant en compte le rattrapage des pertes imposées par les gouvernements successifs,
- + une augmentation des salaires pour 2007 au minimum basée sur les prévisions économiques, gouvernementales en termes d'inflation pour 2007.

■ d'une véritable négociation pour une vraie réforme de la grille indiciaire :

La grille indiciaire est et doit restée basée sur le principe de fonction publique de carrière et d'égalité d'accès pour tous grâce au recrutement par concours. Elle est fondée sur l'existence des corps, grades et catégories, reconnaissant les qualifications détenues, l'expérience acquise permettant un réel déroulement de carrière pour tous.

FORCE OUVRIERE revendique, notamment :

- + que le minimum de rémunération soit porté à 120 % du SMIC, tout comme le minimum de pension ;
- + que les échelles indiciaires, intégrant les différents régimes indemnitaires, soient comprises de 1 à 6 et que chaque agent puisse, à travers un déroulement de carrière normal, atteindre le sommet de son corps.



La hausse des prix des produits de consommation depuis plus d'un an, et particulièrement ceux du fioul et de l'essence, avait conduit F.O. à revendiquer, dès mars 2005, « *la mise en place d'une prime de transports figurant sur la feuille de paye, pour tous les salariés, du privé et du public* ».

Aujourd'hui, cette prime doit être effective le plus rapidement possible, pour tous les salariés de la Fonction publique qu'ils utilisent les transports collectifs ou un véhicule personnel.

Cette indemnité doit figurer sur la feuille de paye dans les mêmes conditions (non imposables,...) que la carte orange dans la région Ile-de-France, tout en revoyant l'ensemble du dossier (indemnité de résidence, indemnités kilométriques, ...).



Le Bureau de la F.G.F. – F.O. refuse les choix d'affaiblissement de la Fonction publique qui se traduisent par des suppressions massives de postes (15 000 prévues pour 2007), une précarité accrue, une remise en cause, tant des garanties statutaires des personnels que de la conception laïque et républicaine de la Fonction publique et du Service public.

Il refuse également que les fonctionnaires et agents publics soient même dans l'obligation d'autofinancer les quelques mesurette gouvernementales de l'accord « Jacob/UNSA/CFDT/CFTC » de janvier 2006, comme l'a exigé le ministre des finances le 25 juillet 2006 par « redéploiement » (réduction d'effectifs – retard des promotions et avancements, etc.) !

- **C'est maintenant qu'il faut obtenir une augmentation des salaires et pensions !**
- **C'est maintenant qu'il faut confirmer les cahiers de revendication !**
- **C'est maintenant qu'il nous faut des réponses du gouvernement !**

C'est pourquoi, le bureau fédéral de la Fédération générale des fonctionnaires FORCE OUVRIERE appelle à construire dans tous les secteurs de la Fonction publique, dans tous les départements, la mobilisation des salariés qui en ont assez du mépris, de la dégradation de leurs salaires, de l'affaiblissement et de la remise en cause du service public.

Fait à Paris, le 4 septembre 2006